

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°20-DRCTAJ/1- 73

applicable à la société METAL RECYCLING pour l'installation qu'elle exploite à Montréverd

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le titre IV du livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L.541-2, L.541-3 et L.541-40 et suivants relatifs aux mouvements transfrontaliers de déchets,

Vu le règlement (CE) n°1013/2006 du parlement européen et du conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets,

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres déchets, notamment son article 2,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°15-DRCTAJ/1-525 délivré le 13 octobre 2015 à la société METAL RECYCLING pour l'exploitation d'une unité de cisailage de pots catalytiques sur le territoire de la commune de Montréverd en zone industrielle de la Chevasse et concernant notamment les rubriques 2718.1 et 2790.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°16-DRCTAJ/1-58 délivré le 18 février 2016 modifiant l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-525 autorisant la société METAL RECYCLING à exploiter une unité de cisailage et de broyage de pots catalytiques à Saint Sulpice le Verdon, aujourd'hui commune de Montréverd ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 septembre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 15 octobre 2019 ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 septembre 2019 et lors de l'examen de la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets établie par l'exploitant pour l'année 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la déclaration GERE 2018 qui recense tous les déchets entrants sous le code 16 08 07* (correspondant à des catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses = pots catalytiques) renseignée par l'exploitant mentionne 781,354 tonnes comme quantité admise en 2018 pour ce type de déchets.

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions à l'article 1.1.5 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2015 modifié qui impose une capacité maximale de pots catalytiques à 500 tonnes par an, ainsi qu'aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement qui impose que cette modification de l'autorisation environnementale aurait dû préalablement à sa mise en œuvre être portée à la connaissance du préfet de la Vendée ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions des articles L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société METAL RECYCLING de respecter les dispositions de l'article 1.1.5 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2015 modifié ou les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement avant le 31 décembre 2019 au plus tard ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 septembre 2019 et lors de l'examen des registres des déchets établis par l'exploitant pour l'année 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le registre des déchets sortants n'est plus renseigné depuis le 7 février 2019 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres déchets ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions des articles L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société METAL RECYCLING de respecter sous 1 jour les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres déchets ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 septembre 2019 et lors de l'examen des déclarations annuelles des émissions polluantes et des déchets établies par l'exploitant pour les années 2017 et 2018, a l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- des transferts transfrontaliers (exportations) de déchets, devant être classés dangereux, à destination de la République tchèque ont été réalisés en 2017, 2018 et 2019 par la société METAL RECYCLING sans respecter les dispositions du règlement (CE) n°1013/2006 du 14 juin 2006, qui soumet ces transferts à une demande de notification et un consentement écrit préalables,
- des transferts transfrontaliers (importations) de déchets, devant être classés dangereux, provenant de la Côte d'Ivoire et d'Inde ont été réalisés en 2019 par la société METAL RECYCLING sans respecter les dispositions du règlement (CE) n°1013/2006 du 14 juin 2006, qui soumet ces transferts à une demande de notification et un consentement écrit préalables,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article L.541-40 du code de l'environnement qui précise que l'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement européen précité ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions des articles L.171-8 et L.541-3 du code de l'environnement en mettant en demeure la société METAL RECYCLING de respecter sous 1 jour les dispositions de l'article L.541-40 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 – La société METAL RECYCLING, exploitant une installation de cisailage et de broyage de pots catalytiques à Montréverd, doit :

- **dans un délai d'un jour** à compter de la notification du présent arrêté, respecter les dispositions de l'article L.541-40 du code de l'environnement en cessant tout transfert transfrontalier de déchets dangereux sans respecter les dispositions du règlement (CE) n°1013/2006 du parlement européen et du conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- **dans un délai d'un jour** à compter de la notification du présent arrêté, respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres déchets ;
- **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de la modification de son autorisation conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, ou respecter l'article 1.1.5 de son arrêté préfectoral d'autorisation modifié.

Article 2 - L'exploitant adresse au préfet, pôle environnement :

- **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 (alinéa 1 et 2) ;
- **dans un délai de trois mois** les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 (alinéa 3).

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément aux dispositions des articles L.171-11 du code de l'environnement et R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1). La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 - Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune, un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.

Article 6 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 - Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **10 FEV. 2020**

Le Préfet,

~~Pour le Préfet,~~
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée


François-Claude PLAISANT

Arrêté n° 19-DRCTAJ/1- **73**

applicable à la société METAL RECYCLING pour l'installation qu'elle exploite à Montréverd